

BULLETIN D'INFORMATION N° 6
=====

S O M M A I R E

-:-:-:-:-

- I - Informations et Directives
- II - Compte-rendu du débat sur la stratégie
- III - Lutttes étudiantes
- IV - Amendement Sciences-Po ; amendement Sauvageot ; interprétation.
- V - Résolution organisation
- VI - Résolution Trésorerie
- VII - Résolution Formation
- VIII - Résolution Presse
- IX - Adresse de la C.N.E. aux militants du Parti
- X - Résolution publique des E.S.U. (*document manquant*)

INFORMATIONS ET DIRECTIVES

1 - Contenu du présent Bulletin d'Information Interne.-

Parce que celui-ci a été adopté sans modification, nous ne publions pas à nouveau la partie "stratégique" du texte présenté par la S.N.E. à la C.N.E. Seulement nous publions une tentative de reconstitution de la discussion sur ces problèmes à l'aide des quelques notes qui nous ont été remises. Cela n'est pas simple ! aussi nous vous demandons d'excuser toutes erreurs, schématisation, etc.

Le rapport moral et le rapport organisation ne sont pas non plus publiés pour des raisons de sécurité élémentaires. Nous rappelons seulement ici que le rapport moral a été adopté par 25 voix pour; 0 contre et 17 abstentions.

Nous publions le texte "Luttes Etudiantes" dans sa nouvelle formulation après amendements ; puis l'amendement Sciences Po additif à ce texte ; enfin l'amendement Sauvageot présenté contrairement à celui de Sciences-Po

- les différentes résolutions qui ont été votées : organisation, trésorerie, presse, formation.

- l'adresse de la C.N.E. aux militants du Parti.

- la résolution publique on 6 points.

2 - Participation à la C.N.E

28 sections ou groupes étaient représentés ; il y avait 77 délégués qui réunissaient 627 mandats. Nous avons regretté l'absence des sections d'Angers, Le Mans, Lyon, Toulouse, Médecine-Paris, Orsay, Saint-Cloud et des groupes ou correspondants locaux de Avignon, Limoges, Metz, Pau, Perpignan, Groupes des Grandes Ecoles de Paris.

3 - Beaucoup de textes et de lettres nous sont retournés à cause des changements d'adresse des camarades. Nous demandons instamment aux responsables administratifs des sections et à chaque camarade individuellement de nous signaler tout changement d'adresse. Merci

4 - Voici les commandes pour Lutte Socialiste n° 5

Aix : 100 - Amiens : 100 - Angers : 100 - Besançon : 50 - Bordeaux : 100 - Brest : 50 - Caen : 100 - Clermont-Ferrand : 90 - Dijon : 200 - Grenoble : 200 - Le Mans : 100 - Lille : 100 - Marseille : 400 - Montpellier : 200 - Nancy : 200 - Nantes : 100 - Nice : 200 - Orléans : 50 - Poitiers : 100 - Reims : 200 - Rennes : 100 - Rouen : 200 - Toulouse : 100 - Tours : 100 - Orsay : 50 - Agro : 40 - Antony : 100 - Droit : 150 - Sorbonne : 400 - Médecine : 100 - Nanterre : 150 - Saint-Cloud : 30 - Sciences : 100 - Sciences-Po : 200 - 3ème section de Paris : 30

.../...

5 - Les trésoreries de section doivent payer immédiatement et prioritairement leur dette sur le n° 4. Faute de quoi, ils ne recevront pas le n° 5.

6 - Nous signalons la création récente d'un groupe à H.E.C. La première réunion a eu lieu le 5 Décembre avec Jean-Paul THOMAS. Deux stages ont déjà eu lieu après la C .N .E. les 30 novembre et 1er Décembre, l'un à Lille avec Bernard BRAIN, l'autre à Rouen avec Jean-Louis EUVRARD. Samedi 7 et Dimanche 8 Décembre un stage a lieu à Grenoble avec Michel VIGIER. Nous tentons d'autre part de structurer des groupes ou sections à Brest et Toulouse.

Bulletin d'information <ESU> n° 6
Supplément au "Directives" n° 144
Décembre 1968

RAPPORT DU DEBAT DE POLITIQUE GENERALE

PROBLEMES DE STRATEGIE

Le texte présenté par le S.N.E. représentait des avancées sur un certain nombre de points idéologiques et politiques. Les positions du S.N.E. qui sont forcément nuancées apportent néanmoins des propositions sur quelques points importants. Le débat portera tout d'abord sur :

- nature des partis communistes. Stalinisme. Bureaucratie

Pour le S.N.E. 3 problèmes essentiels semblent se dégager :

a) les relatives impasses stratégiques auxquelles arrivent un certain nombre de tendances au sein du P.S.U.

b) les problèmes de l'analyse du P.C.F. passent par une réflexion générale sur le stalinisme.

c) quel est enfin le type d'alliance révolutionnaire à passer et quelle forme lui donner. L'élargissement de ce dernier point pose directement le problème du parti révolutionnaire et par là même le rôle du P.S.U.

Certains camarades (Reims) récusent la démarche adoptée et préconisent un schéma plus classique : il faut partir des réalités concrètes contemporaines pour en arriver à des concepts nouveaux et non pas vus par rapport à ce qui existait avant. Partir des changements intervenus dans les sociétés capitalistes avancées depuis Lénine pour dénoncer l'intégration du mouvement ouvrier et les nouvelles contradictions existant au sein du peuple.

La méthode de Marx, s'écrie Pariset, c'est la critique des idéologies existantes en rapport avec la réalité qui a évolué. A partir d'une analyse de mai quelle doit être la stratégie que l'on doit avoir, comment analyser l'attitude du P.C.F.

Une première constatation semble se faire sur le fait qu'il n'existe <pas> de différences fondamentales entre les problèmes qui se posaient à Lénine et Trotsky et ceux qui se posent à nous ; les principes directeurs du capitalisme à notre époque sont presque toujours les mêmes. Cependant par rapport à l'époque de Lénine il existe une différence essentielle : la phase d'accumulation du capital étant pratiquement achevée dans les pays capitalistes avancés, nous sommes confrontés à des rapports nouveaux de production qu'il faut essayer d'analyser. Deux tentatives sont alors possibles : le maximalisme théorique qui n'est pas tenable en regard de la formation théorique et la tentation opportuniste et historiciste. L'analyse commence par celle du bloc historique et de forces sociales actuelles telles qu'elles se sont révélées durant mai. En effet, une séparation nette existe dans ce que l'on appelait l'ensemble des travailleurs et

.../...

salariés : qu'appelle-t-on les classes techniciennes, les classes moyennes salariées ? comment caractériser le mouvement paysan, son absence ou son utilisation par la réaction et comment réduire les contradictions à l'intérieur de la masse paysanne ? L'idée stratégique d'un bloc historique, qui allierait la technocratie d'Etat et le bloc ouvrier, a-t-elle été une idée erronée car en mai la technocratie d'Etat ne s'est pas alliée au mouvement ? A ce sujet un camarade de Montpellier s'élève contre les analyses implicites qui ressortent du texte du S.N.E. Il dégage les problèmes des fonctionnaires de l'Etat bourgeois et ceux de la paysannerie. En ce qui concerne les techniciens et les classes moyennes il déclare notamment : "il s'agit là d'un concept dépassé en tant qu'il englobe des couches en décomposition par l'évolution de la société capitaliste". L'ambiguïté est telle que ce concept doit être abandonné, il y aurait intérêt à exprimer qu'il y a dans la société capitaliste des couches oscillantes entre le prolétariat et le patronat poursuit-il. Le prolétaire pour Marx est le type qui n'a que sa force de travail soit manuelle soit intellectuelle. L'analyse de Marx sur l'aliénation économique ne semble pas être pour le camarade de Montpellier une analyse individualiste mais une analyse collective, c'est en effet l'ensemble du prolétariat, des gens qui vendent leur force de travail qui sont exploités.

Il n'y a pas d'intérêt politique si ce n'est de maintenir les divisions qui profitent à la bourgeoisie entre des gens plus ou moins exploités. L'analyse objective qui doit séparer ces couches de la petite bourgeoisie est l'analyse qui place ces couches à côté du prolétariat par une prise de conscience idéologique de leur appartenance à la classe ouvrière. La bataille politique est celle qui doit être menée pour que ces couches se sentent solidaires de la classe ouvrière. Les assises de la bourgeoisie diminuent par la disparition progressive, quantitative de la paysannerie et des artisans. Il faut trouver à l'intérieur du prolétariat des couches qui soutiendront les luttes de la classe ouvrière.

Un autre aspect du problème est celui des fonctionnaires de l'appareil d'Etat. Au stade actuel de développement de la société capitaliste, il convient d'analyser les liens existants entre le patronat, les classes moyennes, et les fonctionnaires d'Etat. Le concept de capitalisme monopoliste de l'Etat est éminemment critiquable ("l'Etat c'est le Capital"). En effet, on sous-estime ainsi l'importance des rapports de forces que peuvent créer telle ou telle classe en opposition à la bourgeoisie d'Etat. Nous assistons aujourd'hui au développement de couches que représentent les fonctionnaires de l'appareil d'Etat. Le problème qui se pose est alors le suivant : comment situer ces fonctionnaires par rapport aux rapports de production entre classe ouvrière et patronat ? Ces couches dans la mesure où l'on ne peut les situer dans un des blocs dont on parlait récemment ne sont-elles pas alors subjectivement exploitées et aliénées et dans quelles mesures peuvent-elles prendre conscience du problème de l'aliénation au côté du prolétariat ?

Si les enseignants et les fonctionnaires ne sont pas exploités directement, il n'empêche que les rapports qui existent entre fonctionnaires et appareil d'Etat de par le travail que l'on exige d'eux font qu'ils le sont fondamentalement. .../...

- parcellisation du travail chez l'enseignant (non domination de son travail),
- le produit du travail de l'enseigné lui échappe : il ne contrôle pas la finalité de cette production.

Peut-on dire alors que les rapports entre enseignants et enseignés sont de mêmes types que les rapports entre travailleurs et produit de son travail.

Quant à la paysannerie les inégalités profondes existant au sein de cette classe sont du même type que celles qui existent entre le petit et le gros patronat. Ces inégalités sont dues essentiellement à l'irrégularité du développement régional (correspondant en fait à la nature inégale du développement capitaliste). Quelle paysannerie peut nous rejoindre ? En France, ce problème est délicat du fait du vieillissement de la paysannerie. Un certain nombre d'éléments tendent à montrer que de nombreux jeunes paysans ont franchi le pas entre changement de la société et prise de pouvoir par la classe ouvrière. Cette prise de conscience s'est faite en partie par l'impact de Mai mais aussi parce que la grosse paysannerie estime qu'il est plus rentable de subventionner la petite paysannerie fondamentalement déficitaire. Un certain nombre d'alliés peuvent donc être trouvés. Quelles sont alors les conditions pour que les paysans acceptent la direction de la classe ouvrière ? Une condition essentielle est de faire échec aux mythes de l'unité paysanne afin que les petites organisations paysannes trouvent dans la classe ouvrière et plus précisément auprès des forces politiques (P.S.U.) les forces qui compensent celles qu'ils croyaient trouver dans l'unité paysanne.

Notre soutien politique mais aussi matériel doit être déterminant. Ce fut une des carences du mois de Mai, notre travail, conclut le camarade de Montpellier, doit être fait au niveau des régions.

Certains camarades s'élèvent contre le fait que cette analyse des couches moyennes ait été faite de façon rapide sans s'attacher à la division technique du travail. En particulier ils dénoncent le fait qu'étant partis sur des bases économiques de type volontariste on en arrive à des conclusions politiques également de type volontariste, et ceci sur deux aspects, d'une part au niveau de l'exploitation économique, d'autre part au niveau de l'aliénation sociale et culturelle. En effet, l'erreur consiste à mettre sur des catégories salariales les concepts qui ne sont plus marxistes. Le concept de "classe moyenne" a changé de contenu depuis les analyses de Marx. Le prolétariat, comme Marx le disait, n'est pas la seule classe exploitée. Le néo-capitalisme tend à réduire de plus en plus le nombre des exploités. C'est en ce sens que le critère de la plus-value est essentiel. Ainsi un certain nombre d'intellectuels peuvent se percevoir comme exploités. Le critère de l'aliénation repose sur l'impossibilité de contrôle qu'a le travailleur sur la production. Un certain nombre d'entre eux appartenant aux couches moyennes peuvent alors se sentir exploités. Quand on pose le problème au niveau de la dictature du prolétariat on entend de plus en plus dictature des travailleurs salariés. Mais cette notion

est éminemment ambiguë car peut-on effectivement assimiler la dictature du prolétariat à la dictature des travailleurs salariés ce qui paraîtrait plus adéquat à la situation objective du capitalisme avancé.

En fin de débat alors qu'une grande lassitude s'installait parmi les camarades, les problèmes, les contradictions de la classe ouvrière et de ses alliés, les contradictions au sein du peuple, les problèmes que pose l'analyse des causes objectives de la social-bureaucratisation du P.C.F., le schéma unanimiste conduisant à la bureaucratie, la nature et la fonction sociale de la bureaucratie dans une économie de transition furent très rapidement abordés. Plusieurs réponses ont été esquissées : les conditions qui ont permis le développement de la bureaucratie en U.R.S.S. ont été essentiellement :

1°) la faible importance de la classe ouvrière au niveau des masses, le centralisme démocratique très poussé par Lénine (cf. Rosa Luxembourg).

2°) l'U.R.S.S. étant le premier pays à passer au socialisme, le problème de la défense de la révolution fut primordial.

3°) l'unité de classe : la masse n'a pas désavoué le P.C. après Mai parce qu'elle a été consciente de la nécessité de l'unité de la classe ouvrière.

Cependant certains camarades ne sont pas d'accord avec l'analyse faite au niveau de l'unité de la classe ouvrière, et estiment qu'il est essentiel de mener la lutte contre le P.C.F. qui n'est pas une organisation de la classe ouvrière (bien qu'elle rassemble les ouvriers) parce qu'elle ne mène pas le combat pour la prise du pouvoir. La lutte pour le socialisme passe par la lutte contre le P.C. Une dénonciation abstraite ne saurait suffir, le combat politique doit être mené partout.

D'autres camarades enfin (S.N.E.) estiment qu'il s'agit de voir jusqu'à quel point s'est faite la dégénérescence sociale démocrate du P.C.F. ; on ne peut identifier P.C.F. et Parti Social Démocrate allemand en 1917, car il n'y a pas répudiation de l'analyse marxiste révolutionnaire (le P.C. n'est jamais passé aux côtés de la bourgeoisie) mais le P.C. a pu apparaître comme un rempart de la bourgeoisie notamment en Mai. La crise révolutionnaire n'a pas démasqué aux yeux des masses le P.C.F. qui n'a pas eu à reposer le problème fondamental du double pouvoir. Il s'agit en conséquence d'adopter face au P.C.F. une stratégie visant à le faire évoluer (ou à se dévoiler) et de mener une lutte politique concrète contre la ligne actuelle du P.C.F.

Ceci doit être fait en analysant l'influence de l'idéologie bourgeoise dans le P.C. et en dénonçant les rapports qu'entretient le P.C.-U.S. avec les autres P.C.

LES LUTTES ETUDIANTES

I - ELEMENTS D'ANALYSE.-

L'Université néo-capitaliste joue un rôle essentiel dans le développement des forces productives, mais aussi dans la perpétuation des rapports de production capitaliste. Cela signifie qu'elle est un des éléments essentiels du système, mais dont le rôle est complexe car déterminé historiquement, politiquement, économiquement et idéologiquement. En constante évolution, la fonction de l'Université ne peut plus être assimilée à la simple préservation et transmission de l'idéologie bourgeoise, expression des rapports de production capitaliste, ni être théorisée comme devenant l'élément essentiel du développement des forces productives.

Traditionnellement, les E.S.U. faisaient l'analyse historique suivante : l'Université libérale du XIXe a vécu, et les besoins du capitalisme moderne lui imposent de devenir productive et rentable. C'était le sens de la réforme Fouchet et surtout des propositions du Colloque de Caen : politique de barrages à tous les niveaux afin de séparer une élite de la masse des techniciens et cadres moyens immédiatement utilisables ; industrialisation de la recherche et financement par le capital ; universités autonomes et concurrentielles adaptées aux besoins du patronat local. Ces analyses n'étaient pas fausses en elles-mêmes, mais elles ne tenaient pas compte de certaines conditions objectives qui allaient vite apparaître comme des pôles de résistance à cette évolution et surtout elles étaient incomplètes : elles laissaient de côté un certain nombre de contradictions tenant tant au développement du rôle productif qu'à la persistance du rôle idéologique de l'Université, devenant indispensable pour faire accepter aux étudiants leur place future dans la division sociale du travail.

Le développement des fonctions idéologiques et fonctions productives de l'Université fondent notre analyse à partir d'une juste appréciation de l'évolution des besoins du capitalisme contemporain : obtenir de l'Université la formation de produits adaptés aux besoins de l'économie, à la fois professionnellement et idéologiquement. Mais cette adaptation de l'Université aux besoins du capitalisme, si elle résout certaines contradictions traditionnelles, en introduit de nouvelles à partir de la contradiction principale entre les forces productives et les rapports de production.

Les contradictions introduites par le développement de la fonction productive de l'Université apparaissent à plusieurs niveaux : il y a tout d'abord - et c'est analysé depuis longtemps à l'UNEF - la persistance et la résistance de certains pôles d'Université libérale contraires aux besoins du grand patronat ; l'Université joue un rôle essentiel désormais dans la rentabilisation du système et donc dans l'accroissement de la plus value, et doit donc

.../...

être nécessairement de plus en plus contrôlée par le patronat : or on constate la persistance de structures "libérales" qui vont à l'encontre de ces besoins (la loi Faure est un moyen habile pour les tourner, en maintenant un semblant de neutralité au niveau des départements, et en introduisant le patronat au niveau des Universités et des régions). Une autre contradiction tient à la recherche, qui elle, est devenue directement productive et n'est pas encore entièrement sous le contrôle du patronat (quoique là encore la loi Faure introduit des éléments importants en maintenant la tutelle de l'Etat bourgeois sur le C.N.R.S., ou en permettant le financement privé au niveau des laboratoires de Fac.). A l'intérieur de ces deux noeuds de contradictions principaux, apparaissent des contradictions secondaires tenant aux besoins du patronat en matière de formation ; une analyse précise et documentée manque à ce niveau, mais on peut néanmoins donner quelques pistes : la recherche universitaire sous le contrôle complet de la bourgeoisie monopoliste nuit aux P.M.E. qui sont de moins en moins concurrentielles ; par ailleurs, il n'est pas sûr que la croissance de l'économie demande la formation surtout de cadres ultra-spécialisés, de plus en plus ce qui intéresse la bourgeoisie monopoliste, ce sont des produits qui aient une certaine formation polyvalente, qu'elle spécialisera par elle-même dans le cadre de l'entreprise ; néanmoins le patronat éprouve des difficultés à cerner avec précision l'ensemble de ses besoins.

Une troisième contradiction essentielle du système porte sur la sélection ; en effet, si la sélection est importante pour assurer une adaptation la plus correcte possible de la production de l'Université aux besoins de l'économie, elle est surtout importante pour le maintien des rapports sociaux et assurer une division sociale du travail non contestée. Car la généralisation de la possibilité critique est dangereuse pour la hiérarchie du pouvoir.

Ainsi apparaissent de nouveaux noeuds de contradiction tenant à la fonction idéologique de l'Université, c'est-à-dire son rôle important dans la perpétuation des rapports sociaux capitalistes. L'ensemble des étudiants ressent l'écart entre leur projet idéal sur leur devenir correspondant aux possibilités de formation qu'offre l'Université et le type d'insertion sociale imposé par la division du travail capitaliste.

Le statut social de l'étudiant est totalement mystifiant, et ressenti comme tel la plupart du temps. Surtout un certain type de formation scientifique est contradictoire avec l'utilisation qui en est faite dans la société ; l'Université donne un certain nombre d'éléments scientifiques à l'étudiant qui lui permettent de contester la justification idéologique des rapports de production capitaliste.

Ces contradictions ressenties dans la pratique de l'étudiant déterminent un type de comportement caractéristique du milieu étudiant, ou plutôt de la large fraction du milieu étudiant qui intéresse le mouvement révolutionnaire. En effet, le point de rupture ne passe pas à l'extérieur du milieu étudiant (opposé aux professeurs par ex.), mais à l'intérieur de ce milieu, et ne peut être

fondé mécaniquement sur des critères objectifs.

Car le milieu étudiant n'est pas une classe particulière, ayant des intérêts homogènes à défendre, laquelle défense aurait un contenu anti-capitaliste puisque s'opposant au projet de la bourgeoisie. Les étudiants ne sont pas des salariés, et encore moins des exploités économiquement. Le type d'aliénation qu'ils subissent se situe moins au niveau des infrastructures qu'au niveau des superstructures. Le milieu étudiant ne peut être comparé à la classe ouvrière, un syndicat étudiant aux syndicats ouvriers : un syndicalisme étudiant défendant les intérêts du milieu ne peut être que corporatiste et intégré au système.

Cela ne signifie pas que le mouvement étudiant ne doit pas mettre en avant un certain nombre de revendications de type offensif, qu'il ne négociera pas mais imposera ou utilisera pour la mobilisation des masses étudiantes afin d'obtenir un rapport de force obligeant le pouvoir capitaliste à reculer. La mise en avant d'objectifs revendicatifs tels que le refus de la sélection et la nécessité d'une orientation démocratique, ou la volonté de débouchés correspondants au type de qualification obtenu par les études, est essentielle pour le Mouvement Etudiant anti-capitaliste car par la mobilisation des masses étudiantes il pourra accroître certaines contradictions du système en imposant des solutions transitoires n'allant pas dans le sens d'une rentabilisation du système, et surtout il démontrera à partir d'exemples concrets le projet politique de la bourgeoisie sur l'Université. Car le milieu étudiant dans sa majorité ressent les contradictions du système universitaire analysées plus haut ; d'origine bourgeoise ou petite-bourgeoise, il est suffisamment armé de concepts critiques pour poser un certain nombre d'interrogations, en particulier sur son devenir professionnel. Le projet qu'il a sur son insertion dans le processus de production détermine souvent son comportement d'étudiant : à une petite minorité d'étudiants déjà assurée de son statut social (généralement cadres de gestion ou professions dites libérales) et qui se rangent dans le camp de la bourgeoisie, s'oppose l'immense majorité du milieu étudiant qui s'interroge et, incapable de se définir comme producteur, est surtout sensible aux superstructures idéologiques et politiques. D'où un comportement typique du milieu étudiant qui fait succéder à des stades de radicalisation très forte de la lutte sur des thèmes idéologiques et politiques qui lui permettent surtout de se définir comme force politique antagoniste, des périodes de retombée ou de redémarrage où le comportement de la majorité des étudiants tend vers l'opportunisme et le refus de s'engager à tous les niveaux.

Ce comportement des étudiants qui s'explique aussi bien par leur origine sociale que par leur impossibilité à se forger une conscience de classe autonome, impose un terrain de lutte prioritaire pour le Mouvement Etudiant : le front idéologique. Car c'est essentiellement par la dénonciation de l'idéologie bourgeoise et la contestation du projet de la bourgeoisie sur la formation et l'insertion sociale des étudiants que le Mouvement Etudiant pourra dépasser ses tentations petite bourgeoises, forger son unité et mener une bataille

anti-capitaliste exemplaire. En effet, la lutte idéologique permanente, s'appuyant sur un certain nombre de revendications faisant éclater les contradictions du système, permet une prise de conscience politique du milieu étudiant et sa stabilisation politique à l'intérieur de l'organisation de masse, l'U.N.E.F.

Bien plus, le front idéologique est essentiel dans le combat général des forces anti-capitalistes. Par cette bataille, le Mouvement étudiant est aux avant-postes de la lutte, et s'intègre dans le bloc historique, sous la nécessaire direction de la classe ouvrière. Car si la lutte sur le front idéologique et l'intégration de la grande masse des étudiants dans le bloc historique sont une nécessité, cela comporte des exigences fondamentales pour le Mouvement Etudiant : ne pas se prétendre élément dirigeant du Mouvement révolutionnaire (et tendre à remplacer le Parti révolutionnaire), mais jouer un rôle actif et non sectaire dans la constitution du bloc historique, qui devra nécessairement se ranger sous la direction de la classe ouvrière et du parti révolutionnaire, moteur fondamental de la lutte anti-capitaliste. D'où la nécessité apparaît évidente, non seulement d'une jonction permanente des luttes étudiantes et des luttes ouvrières à l'intérieur du bloc historique mais aussi des étudiants et des ouvriers pour bien faire comprendre la hiérarchisation dans la lutte aux étudiants.

Si l'organisation de masse étudiante a pour ligne politique claire la nécessaire jonction des luttes étudiantes et des luttes ouvrières afin de forger l'unité du bloc anti-capitaliste, l'avant-garde étudiante a un rôle spécifique à jouer pour donner un contenu politique et théorique à cette ligne. C'est ainsi que les E.S.U. doivent plus particulièrement prendre en charge la jonction étudiants-travailleurs ; ils doivent être à la pointe d'expériences dans ce secteur, puis les réintégrer dans le champ de lutte universitaire du milieu étudiant ; d'autre part, les E.S.U. doivent intervenir de façon autonome dans le débat théorique qui se mène sur le front idéologique, et réintégrer théoriquement les expériences des jonctions des luttes étudiantes et des luttes ouvrières.

II - TACHES ACTUELLES DU MOUVEMENT ETUDIANT.

I°) Conjoncture politique.-

- certaines couches archaïques de la bourgeoisie (P.E., ...), qui ont volé au secours du gaullisme en mai ont pris une position plus importante notamment grâce au fait qu'elles ont maintenant une représentation politique à travers une bonne partie du groupe parlementaire U.D.R. (Sanguinetti...).

C'est ainsi qu'on les aide à supporter les conséquences des accords de Grenelle, à pratiquer une politique anti-syndicale systématique.

- Mais c'est la bourgeoisie monopoliste qui garde le rôle dominant au sein du bloc au pouvoir, on l'observe avec la politique dite "de participation", (si la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise est insoutenable pour les P.M.E., pour elle

c'est une tentative d'intégration des syndicats). De même avec l'actuelle loi d'orientation qui fait un pas vers une université correspondant mieux à ses besoins (cf. L.S. n° 3).

- Le gaullisme fait tenir l'équilibre au profit de la grande bourgeoisie ; mais cet équilibre est instable et fonction du développement des luttes étudiantes et ouvrières (ainsi la grande bourgeoisie peut aller jusqu'à accepter en dernier recours une solution social-démocrate, ainsi on peut envisager une fascisation du régime à partir du rôle accru des couches archaïques de la bourgeoisie).

- Dans la classe ouvrière, d'une part un débat est ouvert qui accélère la possibilité de développement d'une avant-garde, d'autre part, si l'on ne doit pas s'attendre à une nouvelle explosion brutale, on peut prévoir une forte combativité sectorielle.

Ainsi le Mouvement étudiant, soumis à la répression policière et aux tentatives d'intégration de la loi (diviser les militants du Mouvement de mai et briser l'avant-garde), doit chercher à éviter les tentations du réformisme et de l'aventurisme en se constituant en force anti-capitaliste stable capable de tisser des liens solides avec la classe ouvrière.

2°) Les thèmes d'action.

a) l'axe du contrôle étudiant

Par rapport à bien des étudiants réformistes du mouvement, il importe de dénoncer les illusions sur la possibilité de cogérer (ou même, éventuellement, de gérer) l'Université dans un sens conforme à nos objectifs, alors que la bourgeoisie conserve le pouvoir d'Etat, et que nous ne sommes plus comme en Mai en situation de constitution d'un pouvoir populaire antagoniste (qui justifiait alors le mot d'ordre de pouvoir étudiant).

Au mythe de l'utilisation des assemblées paritaires, nous devons opposer la désignation et le contrôle permanent par les assemblées d'étudiants de commissions de contrôle ayant droit de regard sur :

- la définition des programmes
- l'organisation des cours et la répartition de enseignements
- la définition des normes pédagogiques
- le respect effectif des libertés politiques et syndicales
- les inscriptions pour empêcher une forme de sélection
- les modalités de contrôle des connaissances.

Ainsi, le contrôle étudiant n'est pas un objectif revendicatif, mais un axe de lutte qui se traduit par une série d'objectifs concrets.

Il s'agit d'exprimer de façon autonome la force du Mouvement Etudiant organisé et de faire participer de nouveaux étudiants à la lutte.

En ce qui concerne la participation aux élections, il s'agit de développer une dénonciation systématique de la "participation", de lui opposer le contrôle étudiant, d'entamer la bataille sur les autres fronts de lutte, bref, de tout mettre en oeuvre, pour avoir au niveau national, un rapport de forces nous permettant de les boycotter.

b) Université critique.-

Si nous devons répondre à l'offensive gouvernementale de la "participation", il est important de ne pas nous enliser sur ce seul terrain, et de mettre en oeuvre une critique radicale du contenu des cours, de la finalité de l'Université.

Notre effort essentiel ne doit pas porter sur la modification du contenu même des cours (il n'y a pas forcément à faire parler les enseignants du marxisme, et il est impossible de faire faire 10.000 heures de cours à Althusser !), ni sur l'organisation de séminaires d'économie marxiste.

Il peut être important d'exiger l'introduction de certains cours, d'empêcher certains professeurs d'enseigner, il est plus important de mettre en place des groupes réfléchissant sur la nature des cours enseignés, la place qu'auront les étudiants dans la division du travail, groupes qui choisiront les thèmes et les formes de leurs interventions : interventions pendant les cours, tracts posant des questions, contre-cours...

En clair, il ne s'agit pas de mettre en place une contre-université parallèle, ni des parcelles ou un "modèle" d'université socialiste, mais une série de modalités de critique de l'université bourgeoise nous permettant de renforcer le mouvement étudiant numériquement et idéologiquement.

c) Liaison étudiants-travailleurs (voir aussi les textes d'Aix et de Rennes)

Opérer la jonction complète des luttes étudiantes et ouvrières est pour nous la tâche essentielle. Les seuls rapports d'organisations étudiantes à organisations ouvrières sont insuffisants comme de simples rapports d'éléments d'avant-garde ouvrier et étudiant accompagnés de distribution de tracts et ventes de journaux aux portes des usines.

Il est trop tôt pour théoriser les expériences déjà réalisées, on peut cependant tirer un certain nombre de leçons et indiquer un certain nombre de pistes.

- généraliser le mot d'ordre d'"Université populaire".

Il s'agit de multiplier les débats visant à comprendre les différentes luttes, à examiner leur spécificité et les formes de leur convergence. L'expérience montre : .../...

- que la dominante ouvrière, et par conséquent le choix du lieu sont fondamentales,

- qu'on est obligé de passer par une médiation dans les entreprises (C.A. d'entreprise, groupe P.S.U. ...),

- que, côté étudiant, il faut passer par des groupes organisés sur les facultés où les E S U. doivent prendre une grande place, notamment en y répercutant les contacts et initiatives résultant de leur jumelage avec les sections d'entreprises.

- soutenir les secteurs en lutte.

L'une des tâches importantes du mouvement étudiant sera de participer à l'explication de la lutte des secteurs combatifs, dans les facultés, les quartiers, les entreprises.

d) L'internationalisme.-

A mesure de l'évolution du capitalisme et de l'impérialisme les luttes des ouvriers, des paysans et des étudiants de nombreux pays interfèrent et convergent.

Les populariser permet :

- de montrer le caractère répressif, sous ses différentes formes, de la domination capitaliste et impérialiste.

- d'étudier les formes d'organisation, de jonction des luttes, les différentes phases de la lutte révolutionnaire dans ces pays pour en tirer des leçons.

e) Le fait que étudiants et lycéens soient soumis au même système de classe, comme la similitude des objectifs qu'ils peuvent poser en particulier contre la sélection explique que les thèmes d'action soient valables pour l'un et l'autre milieu, et montre l'importance qu'il y a pour le mouvement étudiant à soutenir le mouvement lycéen.

3°) L'organisation du mouvement à la base et sa coordination.-

Il importe que le mouvement étudiant s'organise pour un combat qui sera long.

Pour cela il faut ne pas retomber dans les travers syndicaux (dichotomie entre une pratique réformiste et un révolutionnarisme verbal, organisation des étudiants parallèlement aux structures universitaires...), tenir compte de l'expérience de Mai.

Il s'agit de mettre sur pied de multiples groupes de réflexion et d'action sur des thèmes précis (mise en place d'actions revendicatives, critique du contenu des cours, analyse de la fonction qu'aura l'étudiant dans la division du travail, luttes étudiantes-luttes ouvrières, internationalisme) qui seront à la fois des pôles .../...

de réflexion collective et d'agitation militante.

Une telle structuration permet ainsi de continuer à travailler avec nombre d'étudiants réformistes sur la perspective tracée, et répond ainsi aux tentatives visant à couper ces étudiants de l'avant-garde.

Le problème de l'échange d'expérience et de la coordination des luttes devient essentiel. Au niveau de chaque faculté ou département, de chaque ville comme au niveau national, il s'agit de fédérer et de coordonner des comités de base.

Pour cela nous devons utiliser ce qui existe :

- l'U.N.E.F. qui a souvent mobilisé les étudiants et qui représente quelque chose aux yeux des travailleurs. De plus, celle-ci dispose souvent de moyens matériels non négligeables. Cependant dans plusieurs villes ou facultés, l'U.N.E.F. avait atteint un état de décomposition tel qu'elle s'est révélée incapable d'organiser les luttes, et même parfois, les a freinées,

- mais aussi, les multiples comités d'action de faculté ou de département, comités de grèves, mouvements divers... qui ont organisé les étudiants, du fait des carences de l'U.N.E.F., organisationnelles et parfois politiques. Il s'agit d'unifier ces structures dans une U.N.E.F. qui a rompu avec une conception syndicale et s'oriente vers la construction d'une organisation politique de masse en milieu étudiant. A cet égard, une échéance décisive est celle du prochain congrès de l'U.N.E.F.

Amendement Sciences-Po sur l'U.N.E.F. et sa direction politique,
présenté comme 4ème point, supplément au texte du S.N.E.

L'U.N.E.F. étant définie comme une organisation de masse à caractère politique, c'est-à-dire essayant d'éviter les deux tentations principales pour le mouvement étudiant, à savoir la tentation réformiste et la tentation avant-gardiste, doit pour cela regrouper toutes les structures travaillant aujourd'hui dans les facultés sur la base de la charte de Grenoble. Ainsi, si la structure locale, celle mobilisant réellement les étudiants, comités d'action, associations générales ou corpos, est dans les faits animée par les E.S.U., sa représentation à l'U.N.E.F. doit être E.S.U.; dans le cas contraire, si le travail à la base est le fait de militants divers, sa représentation doit refléter sa pratique politique. Cela signifie qu'aucune décision positive ou négative à priori sur le problème des alliances ne doit être prise avant une augmentation des luttes étudiantes et le début du Congrès de l'U.N.E.F. Bien entendu, les E.S.U. doivent tendre à conquérir une pratique hégémonique dans le mouvement étudiant. C'est dans cet esprit qu'au niveau national doit être préparé le Congrès.

Amendement Sauvageot présenté contradictoirement à l'amendement Sciences-Po.

1 - Si l'intervention politique à l'université ne peut être à elle seule décisive, il n'en demeure pas moins qu'elle joue un rôle important : l'évolution de l'université depuis une dizaine d'années montre l'importance croissante que revêt pour le capitalisme et l'impérialisme la main mise sur ce qui est la clef de la recherche et de la formation, et donc du développement du système économique et de son expression politique.

2 - C'est pourquoi le P.S.U. se doit de considérer l'université comme un des secteurs principaux de son champ d'action. En particulier, pour les militants du P.S.U. dans l'université (enseignants, étudiants, chercheurs, techniciens...), l'action politique dans l'université doit être prioritaire ; cette action correspond à l'orientation du Ve Congrès qui axe l'implantation et l'activité du parti dans les entreprises sur les lieux de travail.

3 - Les étudiants du P.S.U. se doivent donc d'être présents au maximum dans l'université en intervenant de façon autonome en tant que membres de l'organisation politique qu'est le P.S.U., mais aussi en militants du mouvement de masse qu'est l'U.N.E.F.

4 - Le P.S.U. ne saurait être absent de l'université, champ d'application important de sa stratégie. Si les problèmes universitaires sont réellement des problèmes politiques, il faut combattre ceux qui, dans le parti, combattent cette nécessité d'intervention autonome du P.S.U. : seuls les partis politiques, dans la mesure où ils développent une ligne et une stratégie portant sur la société, son organisation, ses pouvoirs, peuvent ouvrir les perspectives et les débouchés indispensables à l'unification des luttes et donc à leur succès. Ceci n'est pas propre bien évidemment au P.S.U., mais à tous les groupes politiques.

5 - Mais pour les étudiants du P.S.U. il importe avant tout de contribuer au développement du mouvement de masse que doit être l'U.N.E.F. Sur ce point les étudiants du P.S.U. devront se battre clairement pour le développement du mouvement de masse à travers une lutte puissante menée dans l'université considérée comme structure de formation et lieu de recherche au service du patronat et de son Etat. Ils doivent se battre contre tous ceux qui prétendraient ne faire de l'université qu'une base pour l'action extérieure, regroupant les militants déjà politiquement conscients ; ils doivent se battre contre ceux qui penseraient faire du mouvement étudiant un simple appui ou une simple force de pression sur le mouvement ouvrier.

6 - Tous les militants du P.S.U. se doivent de développer cette ligne à tous les niveaux. Les militants étudiants au même titre que les enseignants, chercheurs ou techniciens - les militants de ces différentes catégories ne peuvent être divisés face aux ten-

tatives de l'administration et du pouvoir. C'est pourquoi, à partir de propositions du Bureau National du parti et du S.N.E., il faut que les militants du P.S.U. dans l'université, dans chaque endroit, se réunissent et décident démocratiquement, des positions qu'ils défendront de façon unanime.

7 - Les étudiants du P.S.U. doivent développer leur ligne politique de façon autonome, sans compromissions sur le fond ; ils doivent parallèlement faire la preuve non seulement de la justesse de leur ligne politique, mais encore de leur présence réelle et massive dans les luttes et de leur capacité à en être les éléments moteurs, ce qui est seul susceptible de résoudre le problème de la nature de la direction de l'organisation de masse à tous les niveaux

8 - En conclusion la C.N.E. affirme que :

- les étudiants du P.S.U. doivent agir, par leur activité militante appuyée sur une théorie politique juste, de telle façon qu'ils fassent du P.S.U. une force révolutionnaire hégémonique et à même de diriger l'organisation de masse.

- aucune alliance entre groupes politiques ne saurait donc être envisagée par un accord entre groupuscules politiques.

- la direction du mouvement de masse ne saurait donc être un cartel d'organisations politiques, ce qui ferait du mouvement étudiant non un mouvement de masse mais un front révolutionnaire composé d'organisations dont la pratique a montré les divergences ou la faiblesse de la ligne politique.

- l'U.N.E.F. doit prioritairement s'ouvrir sur les étudiants non organisés, ceux qui sont le plus grand nombre. C'est en ce sens que les militants E.S.U. à l'U.N.E.F. entendent préparer le congrès ; l'accord politique avec eux, sans compromission, est susceptible de résoudre le problème de la direction politique du mouvement de masse.

- si, malgré cela, des problèmes graves se posaient au congrès par suite de l'impossibilité de réunir une majorité, une réunion des délégués, membres du parti, prendrait les décisions afférentes aux problèmes de direction.

Le vote contradictoire entre l'amendement Sc-Po et. l'amendement Sauvageot donna les résultats suivants :

Sauvageot : 224 mandats
Sciences-Po : 222 mandats
Refus de vote : 164 mandats
Abstentions : 17 mandats.

L'amendement Sauvageot est donc adopté.

R E S O L U T I O N

Organisation du Mouvement Etudiant du P.S.U.

I - Mai a confirmé la nécessité d'une avant-garde politique implantée dans les masses qui aurait pu être le P.S. U. et de son aile en milieu étudiant qui aurait pu être les E.S.U.

L 'absence de cette avant-garde organisée a freiné la tentative de donner au Mouvement son sens politique réel alors que le parti, dans son ensemble, n'était pas apte à voir le rapport de forces politiques du moment : absence de liaisons et de débats politiques et à impulser ses directives dans toutes les régions : absence de contacts et de centralisation.

La centralisation est pour nous avant tout la liaison étroite qui doit exister entre la base et le sommet, entre la direction nationale et les sections de base, c'est-à-dire également l'homogénéisation du mouvement.

L'absence de cette avant-garde organisée a empêché les masses de voir le caractère révolutionnaire du parti (sérieux, dirait la presse bourgeoise). Ne pouvant pas s'organiser lui-même il pouvait encore moins organiser les masses qui en ressentaient le besoin.

II- Le mouvement de masse s'est développé, les initiatives de la base furent importantes. Ce qui leur a manqué pour se renforcer, c'est un instrument dont elles auraient pu se servir pour renverser les obstacles politiques du moment.

Mais le danger de cette avant-garde serait de s'emparer du mouvement, car elle perdrait la confiance des masses.

C'est pourquoi, dans le mouvement étudiant, les E.S.U. doivent éviter toutes les pratiques bureaucratiques qui avaient cours avant mai. C'est pourquoi les E.S.U. doivent montrer leur force en participant avec tous ceux qui ont soutenu la crise révolutionnaire de mai au mouvement pour lui donner ses structures, la force et la représentativité du mouvement de mai,

C'est pourquoi les E.S.U. doivent éviter de se fondre dans le mouvement de masse, et doivent s'assurer de ne pas mettre toute leur force politique dans l'U.N.E.F. Ils doivent conserver une partie de leur force politique et militante pour le développement de l'organisation d'avant-garde.

.../...

III - Le passage du caractère fédératif du mouvement à un caractère organisé, où la direction jouera un rôle accru dans le resserrement des liens de l'organisation ne doit pas conduire à la bureaucratisation parisienne du mouvement.

A cet égard plusieurs garde-fous doivent être établis dans les liaisons du mouvement.

Une Conférence Nationale Etudiante élira chaque année fin Octobre ou début Novembre une direction nationale responsable devant elle et devant l'ensemble du mouvement de ses décisions et de ses actions.

Deux Conseils Nationaux Etudiants seront réunis régulièrement chaque année début Janvier (Noël) et fin Mars (Pâques) où les délégués de section (1 par section) contrôleront l'activité trimestrielle de la direction et poursuivront le travail d'élaboration et de décision politique de la C.N.E.

Un Conseil National Extraordinaire pourra être convoqué, dans le cas où une décision importante et urgente devrait être prise, si 5 sections en font la demande (dont 3 au moins ne sont pas parisiennes, ou si le S.N.E. le souhaite).

Le débat politique sera poursuivi dans les colonnes internes du mouvement de façon permanente : chaque section ou chaque camarade qui le demanderait aurait le droit de voir un texte ou une question être publiée dans ces colonnes.

La presse du mouvement est largement ouverte au travail de tous et en particulier des sections de province.

Un courrier régulier (une fois tous les 15 jours si possible) serait publié dans les colonnes internes. Le S.N.E. descendrait une fois par trimestre au moins dans les sections.

IV - L'unité de base politique du mouvement est la section de département, de faculté ou d'université dans la mesure où celle-ci se donne une direction politique officielle et connue des militants et de la direction. Un bureau devrait avoir au moins 4 responsables : organisation, formation, presse, trésorerie. Dans le cas où cette unité n'aurait pas de direction elle pourra être un groupe du mouvement appartenant à une section (ce que nous souhaitons dans chaque ville de province au niveau des facultés), ou autonome. Dans le cas où une section ne remplirait pas ces tâches politiques (ce qui serait soumis à la discussion d'un C.N.E.) elle serait transformée en groupe du mouvement. Le groupe a cette particularité, que s'il participe aux activités politiques du mouvement, il n'est pas une unité politique, n'a donc pas droit de regard délibératif mais simplement consultatif dans l'orientation du mouvement.

Ce souhait de voir se multiplier les unités de base (groupes ou sections de département et de faculté) de plus en plus proches de la réalité sociale des étudiants va de pair avec le souci de

développer les initiatives à la base.

V - Le mouvement étudiant n'est ni le mouvement universitaire ni le mouvement scolaire du parti. C'est-à-dire que les professeurs de facultés et les lycéens ne peuvent faire partie de la section (unité politique de base), mais doivent constituer des groupes autonomes en liaison avec la section étudiante.

VI - Le mouvement doit avoir un caractère centralisé, homogène et démocratique. Il doit être aussi un mouvement national. Une dernière mesure s'impose donc : la création d'une structure propre parisienne.

L'A.G. des secrétaires de sections parisiennes (Grandes Ecoles comprises) qui se réunira une fois par semaine avec la participation d'un membre du S.N.E. y répond parfaitement. Elle aura à répercuter et à animer la vie parisienne du mouvement (agitation, propagande, organisation, etc...). Le secrétaire de section semble être le mieux placé pour donner l'avis de sa section et répercuter les décisions dans les sections.

L'A.G. des militants parisiens doit être une instance régulière pas trop fréquente, dont le but est suffisamment précis pour qu'il motive la discussion des sections parisiennes avant sa réunion (rapports distribués auparavant).

VII - Les modalités d'adhésion aux E.S.U. doivent être révisées. L'adhésion à une organisation révolutionnaire implique au préalable une formation réelle théorique et militante ; pendant un certain temps (environ 3 mois) le sympathisant a le statut d'observateur et participe aux activités de sa section ; celle-ci lui assure ainsi une formation théorique minimale. L'adhésion se fait ensuite sur un vote de la section. Des modalités d'exclusion, qui ne soient pas contradictoires avec les statuts du Parti, doivent être prévues selon les critères suivants : non participation à la vie des sections, non paiement des cotisations.

Résolution adoptée à l'unanimité moins quelques abstentions.

Résolution Trésorerie.-

Cette résolution revêt une extrême importance pour l'avenir du mouvement étudiant du PSU. Il est clair que les E.S.U., s'ils veulent être à l'avant-garde du mouvement étudiant, doivent se donner les moyens financiers de leur action politique. Il est non moins clair que la situation financière actuelle ne nous permet pas d'assumer les responsabilités politiques que nous nous fixons

Les décisions financières de la C.N.E. ont pour but à la fois de régler la situation financière actuelle (extinction des dettes à moyen terme) et de donner des ressources financières durables et régulières permettant aux E.S.U. de développer leur action (en particulier dans le domaine de la presse).

1°) Le règlement du déficit financier est l'oeuvre de tous les E.S.U. Une contribution exceptionnelle de 10 Frs par adhérent doit être versée au S.N.E. avant le 15 Janvier. Chaque trésorier se charge de collecter le montant global de cette contribution pour sa section. Il est chargé de fixer son montant pour chacun des adhérents selon un barème échelonné et progressif.

C'est sur la base des paiements de cette contribution que seront calculés les mandats au prochain Conseil National Etudiant.

2°) Contribution ordinaire :

D'autre part, chaque adhérent contribue mensuellement aux finances du S.N.E. : 1 Fr 50 par mois et par adhérent. Le trésorier de section verse la somme globale chaque mois au Trésorier National. A charge pour le trésorier de section de répartir cette contribution selon un barème progressif. Ce système entre en vigueur à compter du 1er Janvier 1969.

P R E S S E

I - Lutte Socialiste est l'organe central officiel des E.S.U. placé sous le contrôle politique et la responsabilité collective du S.N.E.

II - Lutte Socialiste est un journal de combat s'adressant au milieu étudiant qui s'organise autour de quatre grands secteurs principaux : - la situation politique, économique et sociale générale - les problèmes des universités et des lycéens - les problèmes internationaux - les problèmes du Mouvement ouvrier en France.

III - Lutte Socialiste doit informer : chaque section est tenue d'envoyer un article à Lutte Socialiste dès que se produiront dans son secteur ou sa région des luttes ou des événements pouvant servir d'enseignement au mouvement dans son ensemble.

Chaque numéro s'efforcera de contenir un ou plusieurs articles de fond sur les grands problèmes du mouvement ouvrier.

organiser : c'est-à-dire d'une part rendre compte et tirer les leçons des actions militantes et d'autre part indiquer clairement sur les sujets d'actualité les positions, les mots d'ordre, les lignes d'action et les propositions des E.S.U.

agiter . c'est-à-dire mettre à jour la nature réelle et les contradictions du système capitaliste dans tous les domaines et provoquer une mobilisation, des discussions et des actions en milieu étudiant. Il faut briser la passivité traditionnelle du milieu étudiant.

IV - Lutte Socialiste se donne pour buts essentiels :

- le renforcement qualitatif et quantitatif des E.S.U. à l'Université en provoquant la prise de conscience politique des étudiants,
- la contribution autonome à l'unité d'action et à l'unification des différentes tendances révolutionnaires en milieu étudiant,
- l'attaque permanente contre la société capitaliste et son Université de classe et la mobilisation étudiante contre elles.
- la liaison étudiants-travailleurs.
- la contribution théorique et pratique à l'édification d'une théorie et d'une organisation révolutionnaire en France.

- L'explication, la popularisation et le soutien aux luttes anti-capitalistes, anti-impérialistes et anti-révisionnistes dans le monde.

V - Lutte Socialiste paraît tous les 15 jours. Pour cela les sections s'engagent à envoyer dès la réception de la commande le prix des numéros commandés (0.70). Chaque section ne peut commander un nombre de numéros inférieur au double de ses adhérents. Les invendus ne sont pas repris.

VI - Lutte Socialiste est élaboré en commun par le Comité de Rédaction, le S.N.E. et l'ensemble des sections : c'est-à-dire que chaque section s'engage à envoyer au minimum 1 article par an à Lutte Socialiste en plus des articles sur les luttes dans son secteur dont il a déjà été question. L'objectif à atteindre est de rendre toutes les sections capables de prendre en main avec le S.N.E. et le Comité de Rédaction la conception et la réalisation complète d'un numéro. Les sections qui dès maintenant se sentent capables de cela sont tenues de se faire connaître.

VII - Chaque section doit envoyer le plus souvent possible les critiques et propositions qu'elle a à faire pour Lutte Socialiste tant sur la forme que sur le contenu.

VIII - Les sections prennent l'engagement de vendre tous les numéros de Lutte Socialiste quelles que soient les critiques qu'elles ont à faire sur une partie ou la totalité d'un numéro.

IX - Chaque camarade, groupe de camarade ou section a le droit de s'exprimer en tribune libre, dans le Bulletin Intérieur éventuellement, dans Lutte Socialiste selon les formes et suivant les sujets de son choix.

X - Dans la mesure de leur possibilité les sections doivent s'engager dans une politique systématique de presse locale sous quelle que forme que ce soit.

XI - Le Comité de Rédaction est chargé de mettre sur pied un service d'abonnements et de correspondants locaux responsables devant leur section.

XII - Chaque section étudiante est tenue d'aider les militants lycéens à diffuser Lutte Socialiste.

XIII - Les sections étudiantes doivent susciter et développer la vente de Tribune Socialiste vers les entreprises.

ADRESSE DE LA C.N.E aux MILITANTS
DU PARTI

Les sections étudiantes du P.S.U. se sont réunies en Conférence Nationale Etudiante les 23, 24 et 25 Novembre.

Au cours du débat, les différentes sections ont exposé les difficultés qu'elles ont rencontrées, en liaison avec un certain nombre de questions qui leur ont semblé fondamentales pour mener une action politique cohérente.

Le Mouvement de Mai n'ayant pu que renforcer la nécessité, déjà ressentie par les étudiants du P.S.U., de ne pas se laisser enfermer dans le "ghetto universitaire", cela a commencé à se traduire par des jumelages avec des groupes ou sections d'entreprise et par un effort pour travailler avec les militants des sections locales. Mais ce n'est qu'un début. Par ailleurs, aucune analyse théorique ne pouvant fonder un quelconque rôle déterminant du mouvement étudiant, nous excluons formellement toute constitution ou tendance des étudiants du parti. C'est pourquoi nous refusons de trancher seuls des problèmes de cette importance.

Les sections étudiantes ont donc jugé utile de demander aux militants d'engager le débat aussi bien dans l'ensemble des sections et groupes d'entreprises, qu'au 6ème Congrès du Parti sur les points suivants :

1°) En ce qui concerne les tâches prioritaires du mouvement étudiant, en particulier, la liaison avec les travailleurs, les étudiants ont buté sur la question suivante :

avec quels travailleurs doit être menée l'action ?

C'est pourquoi il nous semble nécessaire que soit entreprise une analyse des classes sociales de la société française (définition précise du prolétariat, nature et rôle des différentes catégories sociales englobées dans le terme de "couches moyennes") et que soit définie quelle classe joue le rôle dirigeant dans le processus révolutionnaire.

Cette analyse servira à son tour à préciser ou redéfinir la stratégie du parti, ses secteurs d'implantation prioritaires, son organisation et ses moyens d'action (presse, formation...)

2°) L'échec de la stratégie réformiste qu'avait implicitement l'U.N.E.F. (satisfaction de revendications fondamentales relatives au statut de l'étudiant, formation et devenir professionnels) et le développement de luttes contestant radicalement la société actuelle débouchent directement sur la destruction du pouvoir de

la bourgeoisie et de son appareil d'Etat.

Le problème est donc de définir les fonctions de l'Etat dans la société capitaliste de façon à poser correctement le problème de la prise du pouvoir.

Il nous semble que ce n'est qu'une fois que des éléments de réponses auront été apportés à ces questions que pourront être levées les ambiguïtés relatives à la stratégie d'alternative socialiste du parti.